

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

# L'Edito du psy : l'Europe, combien de « divisions »... ?

- Politique -



Date de mise en ligne : dimanche 31 août 2008

---

Nice Premium

---



En prenant l'initiative de convoquer ce lundi un Conseil européen extraordinaire sur la situation en Géorgie, Nicolas Sarkozy entend contribuer à la promotion et à la visibilité d'une Europe plus politique, celle-là même qui est définie par le Traité de Lisbonne. On ne saurait l'en blâmer tant l'Union européenne a plus d'une fois donné le triste sentiment de se trouver passablement éloigné des citoyens qui la composent et de ne pas se comporter en véritable acteur sur la scène internationale. Mais la voie semble particulièrement étroite pour une Union qui étale des « divisions » dont la nature n'est malheureusement pas de celle à influencer les maîtres du Kremlin.

D'un côté, Il ne saurait en effet être question de réunir les 27 Etats membres pour n'accoucher finalement que d'une « déclaration ferme » à l'attention des dirigeants de la Russie. Si telle devait être l'issue, souhaitée par Paris, de cette rencontre organisée justement en réaction à la non application par la partie russe de « l'accord en six points », l'UE démontrerait à nouveau gravement une forme d'inaptitude et de faiblesse politiques. Moscou, n'en doutons pas, saurait en tirer avantage sur le terrain à l'égard des Russes « de son étranger proche » tandis que le président de la République ne manquerait pas d'essuyer une pluie de critiques sur l'impéritie de la diplomatie française.

D'un autre, on devine le réel embarras des Européens à brandir l'arme des sanctions contre Moscou. Pour plusieurs raisons. La première tient à la disparité des partenaires de l'Union dans leur dépendance énergétique envers le gaz russe. La moyenne générale européenne de 40% dissimule mal en effet des écarts sensibles et aux conséquences politiques significatives : pratiquement 100% pour les Etats baltes, 80% pour la Pologne et la Tchéquie, 65% pour l'Autriche, 37% pour l'Allemagne et 24% pour la France. Difficile dans ces conditions de faire converger les points de vue alors que les nouveaux Etats européens possèdent, pour des raisons historiques, une sensibilité plus exacerbée sur la notion de souveraineté. On peut alors comprendre - mais pas forcément partager - l'angoisse des Etats baltes et celles de certains pays de l'Est, Pologne et Tchéquie en tête qui inclinent à l'intransigeance envers Moscou. Après tout, le cafouillage gouvernemental français sur l'opportunité de sanctions - annonce de Bernard Kouchner démentie quelques heures après par l'Elysée - montre bien toute la complexité de l'exercice. En Allemagne aussi, après le ton sans appel de la Chancelière Angela Merkel lors de son déplacement à Tbilissi, son ministre des affaires étrangères prône manifestement l'apaisement en accord avec son homologue russe Sergei Lavrov. Outre-Manche, le premier Ministre Gordon Brown menace en revanche de « revoir totalement les relations de la Russie avec l'Union ». Mais La France et la Grande-Bretagne doivent ménager le Kremlin pour leur agenda international alors que se profilent des mesures plus coercitives contre l'Iran, impossibles à prendre sans, au minimum, une neutralité russe au Conseil de sécurité.

Blocage de l'entrée de la Russie à l'OMC, boycott des jeux olympiques d'hiver de Sotchi ou mesures restrictives de visa touchant l'élite économique du pays seront peut être débattus lors de ce Conseil européen. Mais en renvoyant *a priori* au sommet UE-Russie du 14 novembre prochain, l'examen d'éventuelles sanctions contre les dirigeants du Kremlin, l'Union européenne a d'ores et déjà accordé un délai supplémentaire à Moscou. Reste que cette stratégie, aussi raisonnable qu'elle puisse apparaître, a un coût : elle laisse en fin de compte Dmitry Medvedev et Vladimir Poutine décider de l'agenda. Au risque d'avoir à prendre des décisions encore moins consensuelles dans un avenir proche.